

I'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

Renforcement de l'agression française au Tchad



Troupes d'intervention françaises au Tchad.

Au Tchad, l'agression impérialiste française se développe. Une attaque de légionnaires a été déclenchée mardi matin dans la région de Salal a annoncé un communiqué du Frolinat.

Selon ce communiqué « Ces légionnaires, partis de Moussoro, sont appuyés dans leur offensive par des blindés, des chasseurs « Jaguar », des missiles Sol-Sol et des pièces d'artillerie ».

Le gouvernement français nie tout envoi supplémentaire de troupes. Il avait déjà fait de même dans le passé.

Pourtant la CFDT déclare que des parachutistes

français ont été envoyés au Tchad.

Sur le terrain, l'offensive du Frolinat se poursuit plusieurs niveaux. D'abord du point de vue militaire. Salal est toujours tenu par le Frolinat. Dans le Centre-Est, après Arada, c'est Guereda qui est tombée. Les villes de Biltine et Abeche risquent de tomber rapidement.

Au point de vue politique, des manifestations ont eu lieu à Moundou (Sud du pays), pour protester contre la présence militaire française. Des tracts ont été distribués appelant à la grève jeudi et vendredi pour protester contre la politique tribale de Malloum.

Accord de pêche Maroc-Urss

Que va faire l'URSS ?

Le ministre de l'Industrie et du Commerce du Maroc est arrivé mercredi à Moscou dans le but de signer un accord de coopération entre les deux pays sur la pêche. La signature de cet accord est en discussion depuis pas mal de temps et en mars dernier, elle avait été différée, le Maroc exigeant la reconnaissance par l'URSS de la souveraineté marocaine sur les côtes au large du Sahara occidental.

Si l'URSS accepte cette exigence, cela reviendrait à reconnaître le Sahara occidental comme partie inté-

grante du territoire marocain. C'est envisageable car l'URSS est prête à n'importe quoi quand il s'agit de ses intérêts.

Jusqu'à présent elle défendait et soutenait avec beaucoup de bruit les Saharais qui luttent pour leur indépendance, tout comme elle soutenait les mouvements de libération en Erythrée, il n'y a pas si longtemps.

Aujourd'hui c'est elle qui envoie des troupes soviéto-cubaines contre ces mouvements. Le peuple saharai connaîtra-t-il le même sort ?

Manifestation à 10h 30 Place de la République 1er Mai

A L'APPEL

du PGMLF et du PCRML

avec la participation de :

L'Organisation du Travailleur tunisien (El Amel Tounsi), PTHB (Turquie) Parti communiste (marxiste-léniniste) d'Argentine, Comité pro-fondation du parti des travailleurs dominicains (PTD), Parti communiste révolutionnaire d'Uruguay, PCTP-MRPP, ASEC, UEIF (CISNU), FMEE, AGEF (Gabon)

Editorial

S'adresser aux travailleurs du PCF

Les contradictions au sein du PCF après les élections ont pris une ampleur sans précédent, quelque soit l'appellation qu'on leur donne. Pour nous, communistes, il ne s'agit pas de jeter la pierre aux dizaines de milliers de travailleurs qui ont cru, et même croient encore, que seul le PCF est représentatif de leurs intérêts de classe. Il s'agit surtout de développer avec eux un dialogue constructif en replaçant bien les problèmes dans un contexte qui est celui de notre société de classes, donc dans le cadre de la lutte à mort entre la bourgeoisie et la classe ouvrière (et ses alliés). Nous avons avec vous, travailleurs du PCF, bien des points communs.

Quelles sont les tâches de la classe ouvrière aujourd'hui ? Est-ce d'aller négocier des brouilles pour aménager un régime d'exploitation qui est à détruire ? Est-ce ainsi que l'on peut répondre positivement aux aspirations de millions de travailleurs et tracer la perspective de l'instauration du socialisme ?

A l'heure actuelle, le gouvernement Giscard-Barre est le principal représentant de ce système d'exploitation, il ne peut donc être question de concilier avec lui.

Les tâches de la classe ouvrière, et des autres travailleurs, tournent toutes autour d'une seule : combattre pied à pied la politique bourgeoise dans tous les domaines (chômage, répression, pollution, enseignement, etc.) C'est seulement à partir du moment où ce combat est mené avec toujours plus de force que certains acquis peuvent être obtenus, que le camp des exploités peut se renforcer.

Où a mené la stratégie des partis de gauche ? A l'échec. Alors, peut-on rester dans une impasse ou faut-il en sortir ?

Si dans cette période, les travailleurs marxistes-léninistes doivent s'adresser plus particulièrement aux travailleurs du PCF (ou proches de lui), c'est bien parce que ceux-là mêmes, individuellement, se tournent vers nous pour discuter parce qu'ils cherchent une perspective. Certains acceptent la dialogue avec nous alors qu'ils le refusaient auparavant, d'autres encore, continuent à nous considérer comme des « fanatiques », des « dogmatiques » et autres (argument suprême !) « gauchistes ». Est-ce que pour autant nous devons les considérer comme des révisionnistes incurables ? Ils croient sincèrement avoir raison ; il y a aussi des choses à méditer dans leurs critiques.

Entre travailleurs, nous sommes tous les jours exploités par les mêmes patrons, donc nos intérêts de classe sont communs.

Camarades du PCF, vous vous posez des questions, vous avez une expérience, débattre-en avec nos militants, faites-en part à notre journal, car il doit devenir le vôtre. Même si votre point de vue n'est pas totalement le nôtre sur tout, notre préoccupation est commune : en finir une bonne fois pour toutes avec le capitalisme

(suite page 8)

UNE NOUVELLE BROCHURE EST PARUE

KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE



PRIX 10F

Passer vos commandes et libeller vos chèques à :
APN - Éditions
BP 279 - 75 886 Paris
Cedex 18

• Italie

Nouveaux rebondissements dans l'affaire Moro

L'affaire Moro n'a pas fini de faire couler de l'encre ! Ces dernières quarante-huit heures, on apprenait d'abord la divulgation du communiqué No 8 des Brigades rouges qui rompaient le silence observé depuis le 20 avril, date de leur dernier ultimatum de 48 h exigeant la libération de certains membres des Brigades rouges actuellement détenus en Italie. Une nouvelle fois, les auteurs du communiqué menacent d'exécuter leur « sentence » si le gouvernement n'obtempère pas immédiatement à leur mise en demeure.

Puis, nouveau coup de théâtre, une nouvelle lettre émanant d'Aldo Moro était rendue publique dans laquelle il ne ménage pas ses critiques amères à ses « amis » de la Démocratie chrétienne qui maintiennent leur refus de négocier avec ses ravisseurs.

« Je demande qu'aucun membre du gouvernement, aucun homme politique ne participe à mes funérailles », écrit-il. « Je ne veux être accompagné à ma dernière demeure que par ceux, peu nombreux, qui m'ont aimé ».

Moro fait, dans cette lettre, le procès des hommes de sa classe et de leur gouvernement, accusés « d'inertie, de laxisme et de manque de sens historique ».

La Démocratie chrétienne, drapée dans la « raison d'État » et surtout la panique et l'affolement dans lesquels l'ont plongée l'affaire Moro, est sûre d'au moins une chose : le soutien explicite du PCI qui brandit lui aussi dans ce conflit étranger aux intérêts de la classe ouvrière, la même raison d'État capitaliste.

• Chine

Prochain congrès national de la Fédération des femmes

Le quatrième congrès de la Fédération nationale des femmes chinoises se tiendra en septembre prochain à Pékin. Cette nouvelle, divulguée après la tenue d'une réunion nationale, rassemblant plus de deux-cents représentantes des femmes chinoises, est à elle seule un événement.

Depuis douze ans, en effet, il n'y avait plus eu de semblables congrès na-

tionaux en Chine. La Fédération nationale des femmes, dont l'activité avait été critiquée au cours de la Révolution culturelle, avait cessé de fonctionner depuis, au niveau national. Depuis plusieurs années déjà, le mouvement des femmes chinoises s'était réorganisé au niveau local, régional et provincial, et la tenue d'un congrès régional était envisagée. La réunion nationale qui vient de se tenir a dénoncé l'activité de sappe de la bande des Quatre qui ont saboté cette réorganisation et persécuté de nombreuses dirigeantes du mouvement des femmes, hostiles à leur ligne réactionnaire.

La session a fait le bilan des succès obtenus dans le travail des femmes depuis

la campagne, des femmes-ministres et officiers de l'Armée populaire de Libération aussi bien que des représentantes des ouvrières, des paysannes et des militantes des secteurs des sciences, de l'éducation, de la littérature et des arts.

— Faire jouer aux femmes travailleuses leur rôle d'ossature, en unissant les femmes de divers milieux et de diverses couches pour réaliser le Front uni révolutionnaire le plus large des femmes. Sur le plan mondial, développer le Front

d'améliorer la position économique et politique des femmes ».

Ce principe de lier la lutte des femmes pour leur émancipation à la lutte générale de la société est la seule voie qui conduise à la libération réelle des femmes.

Contrairement aux falsifications de la bande des Quatre, le président Mao



la fondation de la Chine nouvelle, des insuffisances et des luttes politiques qui se sont développées en ce domaine et a ainsi redéfini les principes régissant le mouvement des femmes en Chine :

— Faire de la tâche de l'heure du parti la tâche de la Fédération des femmes : éduquer la masse des femmes dans le marxisme, le léninisme et la pensée-maoïstetoung.

— Amener les femmes à participer aux activités politiques, au travail de production, à assimiler les connaissances techniques et scientifiques et à les maîtriser.

— Inviter les femmes à faire preuve d'économie et de diligence dans l'ensemble de leurs activités.

— Se soucier des intérêts vitaux des femmes, développer en grand les ser-

vi-ces du bien-être collectif et social et réaliser graduellement la socialisation du travail domestique.

— Faire jouer aux femmes travailleuses leur rôle d'ossature, en unissant les femmes de divers milieux et de diverses couches pour réaliser le Front uni révolutionnaire le plus large des femmes. Sur le plan mondial, développer le Front

international des femmes contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme.

Celle-ci déclarait : « Lutter pour l'augmentation de la production et l'obtention des droits démocratiques » et « Unissez-vous, participez à la production et aux activités politiques afin

a toujours appelé les organisations de femmes à discuter, outre des tâches centrales du parti, des problèmes qui touchent les intérêts vitaux des femmes. Il a souligné à plusieurs reprises que c'est aux femmes, en premier lieu, qu'il appartenait de prendre en main la solution de ces problèmes et que cette mobilisation était la clé de toute mobilisation politique.

La convocation du prochain congrès national des femmes chinoises précède sans doute de peu, comme l'a déjà laissé entendre la presse de Pékin, la reconstitution au niveau national de l'activité des syndicats chinois et de la Ligue de la jeunesse communiste, également suspendus depuis la Révolution culturelle.

ONU

Session extraordinaire sur la Namibie

La Namibie (Sud-Ouest africain) est toujours illégalement occupée par le régime raciste sud-africain qui y a étendu son odieux régime d'apartheid, en dépit des promesses des pays occidentaux pour permettre son accès à une indépendance véritable.

Comme la lutte des autres peuples d'Afrique australe, celle du peuple namibien est assurée du soutien des pays africains et du tiers monde et sa cause est désormais universellement reconnue dans l'arène inter-

nationale. C'est ainsi qu'une session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU, consacrée à l'accès de la Namibie à l'indépendance, vient de s'ouvrir.

Dès sa première séance, le porte-parole nigérian a dénoncé fermement la mauvaise volonté des pays occidentaux qui se refusent à exercer les pressions nécessaires sur le régime raciste en Namibie « authentique », internationalement acceptable et réalisable.

C'est à l'ONU qu'il appartient, en effet, de con-

duire sans délai la Namibie à l'indépendance et de contrôler la période transitoire. Un tel arrangement suppose la reconnaissance de l'état de guerre en Namibie, agressive et occupée illégalement par les racistes sud-africains. Un tel processus ne peut se faire qu'en plein accord avec les patriotes de la SWAPO dont la lutte armée ne cesse de remporter de nouveaux succès.

Invité à prendre la parole à l'Assemblée générale, le président de la SWAPO, Sam Nujoma, a réaffirmé la légitimité de cette lutte :

« Tant que l'Afrique du Sud continuera à perpétuer son occupation militaire coloniale et tant que le pillage de nos ressources humaines et naturelles se poursuivra, la SWAPO intensifiera sa lutte armée jusqu'à la victoire finale ».

Auparavant, le président de l'Assemblée générale de l'ONU a dénoncé le « pillage des ressources naturelles de la Namibie et a fait état d'informations selon lesquelles l'Afrique du Sud projetait des essais nucléaires dans le désert de Kalahari ».

PCF

Le coeur du problème

« L'Humanité » continue, par de petits articles disséminés ici ou là en gros caractère dans ses pages intérieures, à s'en prendre systématiquement à tout le monde : au PS, à la droite, au fils de Giscard d'Estaing, au journal « Le Monde » ou au « Canard enchaîné ».

D'autocritique, ou de remise en cause de la ligne du PCF, au lendemain de son échec électoral, il n'est pas question.

Autre fait : la presse du PCF connaît une crise grave. « Le Point du jour », organe hebdomadaire de la région Rhône-Alpes disparaît après quatre mois seulement de parution. « La Marseillaise » quotidien régional du midi licencie quarante-cinq journalistes et place tout un lot d'employés à la retraite anticipée. « Paris-Hebdo », hebdomadaire de la Fédération de Paris suspend momentanément sa parution. « La nouvelle critique » ne réussit pas à vendre son dernier numéro dans certaines régions comme Marseille...

Certaines de ces crises sont directement liées aux contradictions politiques que connaît aujourd'hui le parti de Marchais : « La Nouvelle critique » donnait une large place aux contestataires et aujourd'hui certaines fédérations du PCF refusent de la vendre. « Paris hebdo » avait lui aussi ouvert ses colonnes aux critiques formulées à la direction.

Dans ce cas également, la direction du PCF se refuse à poser les questions politiques : ce n'est, nous dit-elle, qu'une question d'argent. Et d'accuser le grand capital, les monopoles de la presse et le PS. Toujours le même refrain.

Bien des militants de base continuent de remettre en cause ce genre d'explication qui n'explique rien. Beaucoup de militants, surtout ouvriers ou travailleurs, se refusent même à ne discuter que de la question du centralisme démocratique : ils posent, de façon confuse, mais le fait est là, la question de la stratégie même du PCF.

« Je pense que le recul de la gauche n'a pas commencé le 22 septembre au soir de la rupture entre les partenaires du Programme commun. Le PC a lui aussi sa part de responsabilité et cela depuis la signature de ce même programme » (Bernard, 28 ans, Toulouse).

« Les socialistes on ne les a pas découverts en 1978. En signant avec eux le Programme commun de 1972 on était bien conscient des problèmes de cohabitation que cela risquait de poser. Quand en réunion, quelqu'un cherchait à expliquer notre échec par des phrases du genre « Qui, mais les socialistes ceci, ou mais les socialistes cela, il provoquait des réactions d'agacement chez beaucoup de militants qui trouvaient trop commode cette façon d'évacuer le problème » (Thierry, Paris XIIe).

On est déjà loin dans ces deux remarques, de la façon dont la direction pose la question, loin aussi des appels d'Ellenstein à en revenir au XXIe congrès. La question qui est au cœur de ces réactions de militants de base est la suivante : fallait-il signer avec le PS et le MRG ? Fallait-il faire cette union ? Et si oui, comment fallait-il la faire ?

Pour notre part, nous pensons que la question se pose plutôt ainsi : à partir du moment où le PCF a choisi dans les années 60 la stratégie de la voie électorale, pour aller au gouvernement, il ne pouvait que passer ce type d'alliance de même qu'il ne pouvait que flatter l'électorat dit « modéré » et faire des ronds de jambe au PS.

A partir du moment où toute la stratégie de ce parti consistait à gagner des voix pour gérer une France capitaliste, le processus d'unité opportuniste et finalement d'échec était inéluctable.

Cela fait maintenant plus de 10 ans que le PCF (dirigé par Waldeck-Rochet puis par Marchais) a fait les pires concessions opportunistes pour « sortir de l'isolement électoral ». Faut-il continuer dans ce sens ou tout revoir, là est la question fondamentale.

BREST

Manifestation le lundi 1er mai à 14 H

Terre-plein des syndicats

A l'appel de l'Humanité rouge, JCMLF, UOPDP avec le soutien du PCMLF et du PCRML

292 millions de francs pour la police parisienne

- Chirac demande un meilleur encadrement policier de Paris
- Que croyez-vous que firent les élus du PCF ?

Deux cent quatre-vingt douze millions de francs. C'est ce que devront payer les Parisiens pour assurer les dépenses de fonctionnement de la police de la capitale en 1978.

Au terme d'une loi datant du régime de Vichy, les Parisiens sont appelés à payer le quart du budget de la police de la capitale. Pour cette année 1978, cela ne s'est pas passé sans péripéties.

150 OU 240 MILLIONS ?

En décembre 1977, la municipalité de Paris dirigée par Chirac décidait de ne porter qu'à 150 millions la part que la ville de Paris devait assurer pour le budget de la police. Il demandait cependant plus d'effectifs policiers. Le gouvernement voulait quant à lui un budget de 240 millions. Chirac se révélait-il contre le gouvernement ?

Il a pourtant assuré ses arrières. Tout d'abord, il précisait que cet acte n'avait pas pour but « de mettre l'Etat devant le fait accompli ».

Il lançait aussi une vaste campagne pour la sécurité des Parisiens : « Les Parisiens ont peur dans le métro, dans les rues, la nuit et même le jour, dans certains parcs de station-

nement souterrains peu fréquentés, dans les espaces verts... ». Il fallait donc plus de policiers : conséquence logique à ses yeux. Et qui dit plus de policiers, dit plus gros budget.

Enfin, Chirac savait que le Parlement pouvait par un simple vote passer au-dessus de sa décision, les députés de la majorité avaient voté les fameux 292 millions de francs que devait payer la ville de Paris !

Le 14 avril, après les élections, le décret paraissait au Journal officiel. Le coup d'esbrouffe de Chirac n'avait bien sûr servi à rien.

PROTESTATIONS DE LA GAUCHE

Que Chirac se lance dans une campagne publicitaire et demande un meilleur quadrillage policier à Paris, que le gouvernement et les députés de la majorité « imposent » un budget énorme à cette fin, n'est pas pour nous étonner.

Mais savez-vous ce que firent les élus du PCF au sein du Conseil de Paris ?

Ont-ils protesté contre le quadrillage des manifestations, des quartiers ? NON. Ont-ils remis en cause cette campagne honteuse pour la « sécurité des Français » qui justifie toutes les répressions gouvernementales ? Non plus.

Ils ont tout d'abord dit mieux que le maire de Paris : les mesures que Chirac prévoit ne sont pas suffisantes pour que la sécurité soit assurée. Il faut faire plus, déclare « l'Humanité » de mardi.

Ensuite, ils ont protesté contre le fait que ce soient les Parisiens qui doivent payer le renforcement

des forces de police (2 400 poste de gardiens de la paix) que prévoit le maire de Paris.

« Il n'est question aujourd'hui que de poursuivre cette politique en contraignant les Parisiens à en faire les frais, sans aucune contrepartie quant à leur sécurité » a déclaré le groupe du PCF au Conseil de Paris.

Qu'un parti qui se dit communiste propose une meilleure méthode de gestion de la police bourgeoise (sous prétexte de sécurité, en reprenant l'argument de Chirac) en dit long sur ce que ferait un tel parti s'il avait le pouvoir.



Sous prétexte de campagne « pour la sécurité des Français », c'est bien de la mise en place d'un vaste dispositif très perfectionné que rêve Chirac (et aussi les dirigeants du PCF).

• Montargis (Loiret)

Quand un employé municipal disparaît

Conquis par les ex-alliés de l'Union de la gauche, en mars 1977, la municipalité de Montargis connaît aujourd'hui une crise ouverte. Le détonateur en a été l'affaire Lebarh.

Qui est ce célèbre inconnu ? Laissons la parole à M. Vallaux, conseiller municipal : « M. Jean-François Lebarh a été embauché le 1er juillet 1977 (arrêté du 23 août 1977) comme ouvrier professionnel de première catégorie, peintre en bâtiment. Or, il ne figure pas sur la liste du personnel communal, il n'apparaît pas au tableau des effectifs, il n'est pas connu des services techniques de la ville, il n'a jamais été vu au travail dans les services communaux.

« Toutefois, les mandements correspondant à son salaire ont été régulièrement effectués de juillet 1977 à mars 1978 inclus et ses bulletins de paye sont envoyés directement à son domicile, à Fleury-les-Au-

brais (municipalité gérée par le PCF-NDLR). La seule activité que nous lui connaissions est sa fonction de secrétaire de section du Parti communiste d'Orléans-ouest, et de membre du Bureau fédéral du PC du Loiret. Cette activité justifie-t-elle le salaire qui lui est versé par les contribuables de Montargis ? ».

A cela, M. Nublat, (PCF) maire de Montargis déclare qu'il ne peut répondre immédiatement, qu'il ne peut donner une réponse à la séance du conseil municipal (jeudi 20 avril 1978).

Or, Nublat joue les offensés. Il parle d'attaques inadmissibles, de coup fourré, de mauvaise polémique. Lundi 24 avril, il faisait une déclaration publique,

commençant par attaquer la presse locale qui ne l'avait pas sollicité pour avoir son opinion sur l'affaire.

Mais le plus gros suit. Voilà ce que M. le maire déclare : « Des précisions que je vous donne ce soir comme toutes les autres qui concernent le personnel municipal (dont l'embauche est sous la seule responsabilité du maire) auraient pu être fournies à n'importe lequel d'entre vous qui l'aurait souhaité au cours des nombreuses rencontres que nous avons régulièrement quotidiennement, soit personnellement, soit au cours de multiples réunions d'ad-joints ou de commissions durant les dix mois écoulés.

« Si je ne l'ai pas fait jeudi, c'est parce que le maire de Montargis n'a pas admis et n'admettra jamais un certain système totalitaire qui est la négation de la discussion, de la démocratie

et de la solidarité de gestion ». Le voilà qui accuse les autres des ses propres vices !

Quant à l'employé municipal fantôme, il a été prêté au maire de Gennevilliers (92), maire PCF. Celui-ci aurait, paraît-il, sollicité un dépannage en demandant le concours d'un employé municipal pour une colonie de vacances. D'ailleurs, dit-il, du courrier l'atteste. Bizarre, il se trouve que cet employé municipal ne figure pas sur les listes d'employés municipaux qui ont été embauchés à Montargis. Or, c'est la ville qui le paye et non pas Gennevilliers. Il se trouve par hasard que cet employé municipal soit membre du PCF, secrétaire de secteur PCF, habitant une municipalité PCF et qu'il ait été prêté à une autre municipalité PCF pour une colonie de vacances qui a duré du juillet 1977 à mars 1978, bizarre non ?



Echo des luttres actuelles

• Argenteuil

SAGEM

La direction de l'entreprise Sagem d'Argenteuil veut mettre au pas ses ouvriers. Pour cela, elle veut licencier un délégué CGT. D'autres militants ont reçu des lettres recommandées pour avoir distribué des tracts. Une action est actuellement engagée sous différentes formes pour la réintégration du délégué et contre la répression, à l'appel de la CGT et de la CFDT.

NEGRONI

Après plusieurs débrayages, les travailleurs ont obtenu le maintien de leurs salaires (43 heures payées pour 40 h de travail). Ils poursuivent maintenant leur action contre les licenciements.

BRITISH-LEYLAND

Grève pour des augmentations de salaires.

VEHICULE CARRIER

Grève contre les licenciements.

SITAB

Grève pour le maintien de l'entreprise et contre les licenciements. En effet la direction voulait faire repartir la SITAB avec quelques ouvriers seulement.

Face à la lutte des travailleurs pour défendre leur emploi suivant le juste mot d'ordre « Pas un seul licenciement », la direction menace de faire intervenir les forces de l'ordre pour faire évacuer les locaux.

VERDENNE ET TERRIER

Les travailleurs ont organisé une journée « portes ouvertes » contre les licenciements et pour développer la solidarité. Ils sont en lutte depuis un mois avec occupation des locaux.

DASSAULT

Débrayages contre les atteintes aux libertés, le licenciement des intérimaires, et pour d'autres revendications.

Dans la nuit du 21 au 22 avril 1978, les travailleurs de la SODEX SID (reliure, brochure) ont fait échec au patron qui voulait faire déménager les machines. 120 travailleurs, dont la majorité sont des femmes, ont mené la garde devant l'usine. Elles ne gagnent pas 2 000 F par mois. L'opération patronale s'est déroulée vendredi soir vers 20 heures.

Au moment de sortir, les déménageurs se sont opposés aux travailleurs alertés qui barraient la Nationale 192. Samedi et dimanche, les travailleurs n'ont pas relâché la garde de l'usine. Contre les licenciements qui menacent une cinquantaine d'entre eux, les travailleurs organisent la solidarité avec les autres usines de la Zone Industrielle. Une manifestation a eu lieu devant la sous-préfecture.

Accidents du travail

Les corps des deux ouvriers, victimes lundi matin d'un accident du travail sur un chantier de la société SGREG sur la colline de Ternay (Rhône), ont été dégagés au cours de la nuit dernière. Ils avaient été ensevelis sous 80 mètres cubes de terre.

A Dampierre-en-Burly (Loiret), se construit une centrale nucléaire. De multiples accidents du travail y ont déjà eu lieu. L'an dernier, une grue s'était effondrée. Elle mesurait plus de 250 mètres de haut.

Cette fois-ci, c'est un ouvrier de l'entreprise Coignet qui a été tué. Il s'appelait M. Isaac Bennaventura, il avait 45 ans. Il travaillait sur un échafaudage à la tour No 3 et a fait une chute de plusieurs mètres. Le manque de sécurité est à l'origine de l'accident, ont dit ses camarades. Combien faudra-t-il de morts à Dampierre-en-Burly pour que la sécurité soit respectée ?

• Marseille

Réparations navales

Plusieurs milliers de travailleurs de la réparation navale et des industries connexes ont manifesté mardi matin, dans le centre de Marseille et devant la préfecture, pour protester contre la menace qui pèse sur la société de réparation navale (SPAT), membre du groupe Terrin, et réclamer la garantie de l'emploi.

La CGT organisatrice de la manifestation avec le syndicat CGC des Bouches-du-Rhône, a annoncé à l'issue du défilé qu'elle appelait les 20 000 travailleurs du port à observer jeudi une grève de 24 heures en signe de solidarité.

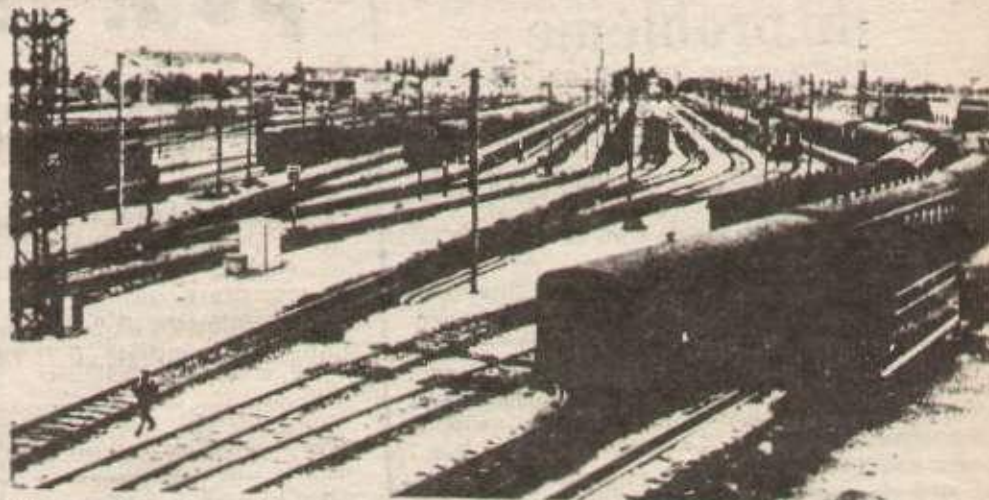
• Miramas

Les cheminots en grève

Depuis le lundi 24 avril à 4 heures du matin, environ 480 cheminots (service exploitation) de Miramas sont en grève. Ils entendent ainsi contraindre la direction SNCF qui met en pratique ici comme ailleurs le plan de restructuration qui prévoit des milliers d'emplois en moins (moins 90 000 en 1990) et une productivité toujours plus grande.

Les cheminots ont compris que ce n'est pas dans les comités mixtes que les vrais problèmes se résolvent car les patrons n'y sont que pour faire lanterner les travailleurs. Les revendications principales sont embauchage immédiat de 15 agents d'exécution, création de 6 postes supplémentaires, pas de départ en retraite sans embauchage de compensation. Les cheminots sont déterminés à obtenir satisfaction et à employer pour cela les moyens qu'il faut.

Cependant lors de la préparation de l'action, deux attitudes très différentes se



D'ici 1990, 90 000 emplois supprimés, mais la production augmente sans cesse. Pour la direction de la SNCF, une seule devise : *Toujours plus vite, toujours plus loin, toujours moins de personnel. Pour le personnel, une seule voie : la lutte.*

sont manifestées. L'une à l'initiative du mouvement, représentant largement la volonté générale de lutte pour faire plier la direction, l'autre beaucoup plus timorée et hésitante.

Cela se voit aussi dans les diverses propositions faites au cours de la journée de lundi : délégation à la mairie

(de gauche), délégation à la Direction régionale de Marseille, reprendre le travail et redémarrer dans une semaine, manifestation dans les rues de la ville, tracts explicatifs aux usagers, occupation des points névralgiques, blocage intempestif des voies, prendre contact avec les roulants du dépôt.

A 19 h, lundi, une assemblée générale a décidé de reconduire le mouvement, la direction ayant refusé toutes les revendications. Mardi à 4 h les piquets de grève sont en place : ça suit massivement. Une manifestation a eu lieu à 10 h devant le bureau du patron et une assemblée générale à 17 h.

• Région parisienne

Grève reconductible des chauffeurs de bus

Comme tous nos camarades de la région parisienne et de Paris, les conducteurs de bus de la RATP (Régie autonome des transports parisiens), ceux de Fontenay-aux-Roses seront en grève à partir du 27 avril 1978. Cette grève sera reconductible de 24 heures en 24 heures.

Ci-dessous, nous donnons un témoignage sur le travail de ces chauffeurs de bus dont nous soutenons entièrement la juste lutte.

Savez-vous qu'un conducteur de bus travaille sept jours sans repos (ce qui fait 57 heures 15 de travail hebdomadaire puis que la RATP considère la semaine de neuf jours) avec des horaires qui ne permettent aucune vie de famille.

Savez-vous que la direction supprime des emplois et des bus sous prétexte de « manque de trafic voyageurs » alors que dans le même temps, le trafic a augmenté de plus de 30 % en 1977 du fait de la carte orange. Donc : bus complets ; attente plus longue aux arrêts ; voyages dans de mauvaises conditions - insécurité aggravée, d'où

mécontentement des voyageurs qui se répercute sur le machiniste.

Depuis longtemps, la direction fait la sourde oreille et préfère développer une politique de prestige : 250 millions ont été dépensés simplement pour l'inauguration de RER-Châtelet !

Non à la politique de prestige !

Des conditions de travail décentes !

Les 104 repos sans compensations (deux jours par semaine, ça fait 104 repos).

De meilleures conditions de transport, que les usagers sont en droit d'attendre.

• Morlaix

Menace de licenciement à Omniviandes

La restructuration capitaliste va bon train dans le secteur agro-alimentaire. La coopérative agricole de vente de Landivisiau vient de prendre le contrôle financier de la société Omniviandes implantée à Morlaix, une trentaine de salariés risquent d'en faire les frais (sur un effectif total de 98 personnes).

La société Omniviandes est spécialisée dans le commerce de viande de porc ; elle emploie une trentaine de chauffeurs-mécaniciens, une trentaine de personnes font le travail de découpe, une vingtaine de salariés s'occupaient de classification des porcs, de contrôle

et de manutention, enfin une autre vingtaine était chargée de l'administration et de la vente.

Cette restructuration capitaliste aurait un autre effet : l'abattoir de Morlaix se verrait privé d'un tonnage important (15 000 tonnes annuelles) de porcs abattus désormais à Landivisiau, entraînant encore des licenciements.

La section CFDT (50 adhérents sur 98 employés) demande à la Coopérative de Landivisiau de tenir les promesses qu'elle avait faites au moment de sa prise de participation dans l'entreprise en octobre 1977 sur le maintien de l'emploi.

• Sauveterre (Gard)

Mise à pied d'un délégué à la STRA

La STRA, petite entreprise qui fabrique de la résine, a mis à pied, pour une durée indéterminée, un des délégués CFDT. Cette mise à pied équivaut à un licenciement. Ceci se passait vendredi. Samedi, à 12 h, une centaine de personnes se rassemblaient à l'appel de la CFDT et de la CGT devant la mairie de Sauveterre pour porter au maire une motion*. Ceci ne constitue qu'une des premières attaques de ce patron. Nous devons rester mobilisés et répondre aux appels des deux syndicats.

Non à tout licenciement !
Liberté syndicale !

Correspondant

PAS DE FOOTBALL ENTRE LES
CAMPS DE CONCENTRATION

MANIFESTATION DU COBA

VENDREDI 28 AVRIL

A 18 h 45

GRAND-PLACE LIELE

La motion a été signée par les syndicats départementaux CFDT, CGT-Chimie du Gard, L'UIS-CFDT de Bagnols-sur-Cèze, l'union locale CGT de Laudun-l'Ardoise, section syndicale CFDT, CGT de la STRA, de la SEM et de la STRA-diffusion, le syndicat SNPEA-CFDT de Marcoule et les habitants de Sauveterre.

S' en remettre au bon vouloir des patrons

Dans ces conditions on ne peut absolument rien attendre des directions confédérales. Mais si l'on ne veut pas simplement réitérer les expériences de 1976-77, où la plupart des luttes déclenchées à la base se sont soldées par des échecs, il faudra bien opposer à cette ligne de collaboration une autre ligne syndicale qui permette de lutter et de gagner. On ne peut s'en remettre à la simple spontanéité du mouvement.

Deux jours avant que Giscard n'envoie des invita-

Son gouvernement dispose d'une confortable ma-

Bref, il s'agit d'une attaque en règle menée par le CNPF et le gouvernement contre les travailleurs.

Des responsables de la CGT ont rencontré des représentants des signataires de la « Charte des 77 » lors du congrès de la FSM ce qui a eu le don de mettre

En marge du congrès de la FSM, deux faits à signaler : l'ambassadeur d'URSS a invité le nouveau responsable du UGTT (Union générale des travailleurs de Tunisie) à venir aux fêtes du 1er mai à Moscou. Or, ce nouveau « responsable » est un serviteur zélé de Bourguiba. Deuxième fait, les syndicats soviétiques étaient présents au congrès des « syndicats » iraniens à la botte du Shah. Voilà qui montre un peu mieux la volonté de « changement » des sociaux-impérialistes.

A l'occasion du 1er mai, les comités de résidents des trois foyers Sonacotra de Metz et de Woippy ainsi que le comité de soutien de Metz ont décidé de participer à la manifestation syndicale. Dans les deux foyers de Woippy, la grève des loyers est suivie à 90 % et à 40 % au foyer de Metz. Une grève qui se maintient avec vigueur malgré les tentatives de sabotage et de division orchestrées par certains gérants.

Une camarade de L.	100 F
Pour que vive et se développe HR	
Nous souscrivons... Lozère	300 F
DM - Soutien à HR	50 F
Sur vente de timbres MD	56 F
Pour gagner la bataille des 100 millions, afin que vive et se développe le journal : des travailleurs des camarades de St.B.	115 F
Supplément à réabonnement D et AL	90 F
Souscription militante lors de diffusions HR TJC. . .	109 F
Supplément à abonnement MF	560 F
à réabonnement S CL	150 F
" " LG PH.	20 F
" " MB	20 F
" " J LS	8 F
" " G P.	45 F
" " BMF	60 F
" " G	90 F
" " LSG	45 F
" " CM	25 F
" " CF	70 F
" " LP.	90 F
" " HA	95 F
" " RA	95 F
" " CY	10 F
Total général au 24 avril 1978.	121 467 F

100 pages - 270 pages - 270 pages

3 F

L'Humanité Rouge

BIMENSUEL

Représentants à l'Assemblée nationale

1^{er}
M
A
I



Sortir de l'impasse
C'EST POSSIBLE !

• Lorient **L'ADATE** (association d'aide aux immigrés)

Paternalisme et répression

Poème d'un ouvrier tunisien

Ce poème a été écrit par un ouvrier immigré tunisien au moment où le peuple tunisien a subi au début de l'année une répression très dure du régime de Bourguiba. Nous l'avons reçu trop tard pour le publier à ce moment-là.

Ils ont tué
Dans les rues
En Tunisie,
Porteurs d'espoir
Venus de tous horizons
Paysans
Ouvriers
Et étudiants
Chômeurs
Spoliés
Ils ont tué
les pieds nus,
les mains vides,
Ils chantent dans la rue
La grève
Mais aussi la liberté.
Les assassins ont surgi
Des chars
Des blindés
Des paras
Et des armes prêtées
Par leurs maîtres
Les Occidentaux.
Ils ont tué
Dans les rues
En Tunisie
Nos frères
Nos femmes
Nos fils.
Les innocents
De tous horizons
Pauvres
Les mains nues,
Les cœurs pleins
D'espoir,
D'amour,
Pour le pain,
Pour l'indépendance,
Et pour la liberté,
Ils ont tué les assassins
En Tunisie.

Ferhat

A Lorient, et dans le département a été créée en 1976, une association départementale d'aide pour les travailleurs immigrés (ADATE) suivant en cela une circulaire ministérielle du 30 mai 1973.

Cette association départementale est gérée selon la loi de 1901 par un conseil d'administration qui représente des organismes sociaux des municipalités (dont celle de Lorient), le conseil général, des syndicats ouvriers (CFDT localement à Lorient) et patronaux. Elle développe une politique paternaliste vis-à-vis des immigrés et réprime les employés qui n'acceptent pas ses méthodes.

Le rôle de cette association est d'accueillir les immigrés, leur donnant des indications leur permettant de résoudre leurs nombreux problèmes. Les fonds proviennent à 70 % du fonds d'aide sociale (allocations familiales non-versées aux familles immigrées restées dans leur pays d'origine).

ILS VEULENT DES IMMIGRÉS BIEN SAGES, SANS DROIT BIEN CONTRÔLÉS

A Lorient, en fait, cette association s'est distinguée par son paternalisme à l'égard des immigrés : organisation de fêtes, de goûters... Les immigrés n'y ont pas droit à la parole bien qu'une commission consultative (qui se réunit une fois par an) existe.

Ce paternalisme, mis en place essentiellement par le secrétaire général et trésorier de l'ADATE, sert à ca-

cher la mise en fiche, le contrôle des besoins des immigrés, dépendant directement de la préfecture. Le secrétaire général-trésorier est aussi directeur des foyers de jeunes travailleurs et de nombre d'autres associations (3e âge). Il est aussi conseiller municipal membre du PS et de la CFDT. Il côtoie, au bureau du conseil d'administration des personnes telles que la suppléante aux dernières élections législatives du candidat RPR et un patron de choc bien connu à Lorient.

LA RÉPRESSION CONTRE UNE HOTESSE QUI REFUSE LE PATERNALISME

L'hôtesse du bureau d'accueil, recrutée en mai 1977, a très vite découvert les dessous du paternalisme de l'ADATE.

Elle a commencé à s'opposer progressivement (refus de remplir le fichier), a refusé aussi de se substituer aux immigrés : par contre, elle a tenté de mettre en place des cours d'interprétariat, par exemple, qui auraient rendu de réels services aux immigrés, ce qui a été refusé par le secrétaire général.

Sa dénonciation des méthodes de l'ADATE gênait l'employeur et celui-ci, après lui avoir adressé une lettre de menace de licenciement, durant un congé-maladie, a organisé le 27 février une réunion où l'hôtesse a été retenue cinq heures, parfois violemment, par sept membres du conseil d'administration puis un huitième représentant de la CFDT qui n'est venu que durant la dernière heure.

Ce tribunal voulait sa démission et n'a pas hésité à employer des méthodes les plus réactionnaires.

La section Santé-sociaux CFDT mise au courant de ces pressions sur la salariée, avait pris position en soutenant leur camarade.

Mais l'union locale lui a interdit d'aller plus loin ! Pourquoi ? Cette union locale est contrôlée par un permanent, très proche du PS qui détient tout l'appareil syndical local en main.

reil syndical local en main.

SOLIDARITÉ AVEC L'HOTESSE

Cependant, des sections CFDT ont été informées de ces faits et ont commencé à poser des questions au niveau de l'UL.

Pour dévoiler cette histoire et dénoncer l'ADATE, en tant qu'organisation au service du ministère de l'Intérieur contre les immigrés ; pour dénoncer les méthodes appliquées tant au niveau des travailleurs immigrés qu'au niveau des salariés, d'un membre du Parti socialiste dont la magouille est pratique journalière ; pour dénoncer l'UL à la fois patron (car membre du conseil d'administration), à la solde de quelques pontes qui ne servent que leurs propres ambitions politiques.

Un comité de soutien contre tout cela regroupant des travailleurs sociaux, l'ASTI et des personnes révoltées par cette répression à tous les niveaux a été créé. Il prendra tous les moyens pour arriver à ses objectifs.

NB : La Fédération CFDT des bureaux d'accueil soutient l'hôtesse de Lorient et dénonce l'ADATE et les associations de même type.

Un drame de tous les jours

Le suicide d'un chômeur

Le journal « Le Matin » publié dans ses colonnes une lettre qu'un groupe de lecteurs de Sevrin, dans la banlieue parisienne, lui a adressée. Nous reproduisons cette lettre qui témoigne que la misère n'est pas l'apanage des pays pauvres mais qu'elle régnait bien chez nous, provoquée par le chômage, les bas salaires, les expulsions et bien d'autres maux propres au capitalisme.

Pourquoi cet habitant de Sevrin en est-il arrivé à mettre fin à ses jours ? Depuis vingt ans, abandonné par son épouse et ses enfants, cet homme vivait seul. Il avait travaillé comme peintre dans la banlieue Nord de Paris, jusqu'au jour où il devint chômeur.

Il avait alors cinquante-cinq ans, sa vue était très diminuée et il avait une jambe handicapée (atteint d'arthrose, il ne pouvait se déplacer qu'à l'aide d'une canne).

« A l'aube du 1er avril, - cruelle décision -, Marcel Goullier, peintre en bâtiment au chômage, s'est pendu dans son deux-pièces. Ses voisins, alertés par une lettre, ont découvert son corps. L'expertise d'un médecin n'a pu que confirmer le suicide.

Après des recherches à l'ANPE, il trouvait un travail pour six mois à Roissy... et puis, de nouveau, le chômage. Après chaque espoir d'embauche, il devait se rendre à l'évidence : il était trop vieux et son

handicap l'excluait du monde du travail. Que pouvait-il devenir ?

Ses loyers étaient payés depuis plus d'un an et demi, et l'allocation-chômage lui permettait seulement de se nourrir. Son impossibilité de trouver du travail, le fait que les médecins lui refusaient la retraite (malgré ses cinquante-sept ans) et la menace d'une expulsion ont eu raison de cet homme isolé et rejeté.

Nous n'avons su comprendre la profonde détresse de « Monsieur Marcel », comme on avait coutume de l'appeler, trop digne pour demander l'aumône, trop digne pour être dépendant. Sous un aspect propre et honorable, il cachait une misère incalculable.

chait une misère incalculable.

Le soutien de ses voisins et de quelques amis pouvait-il et devait-il suppléer aux carences d'une société qui ne permet pas à chaque individu de vivre décemment après une vie de travail ? Marcel était certes à trois ans de la retraite, mais - handicapé comme il l'était - n'aurait-il pas été juste que la société le prenne en charge ? ... si tant est que l'on puisse parler de prise en charge dans la mesure où, ayant travaillé, Marcel avait droit à une aide.

Pouvons-nous tolérer que d'autres comme Marcel soient acculés à la mort, ou... victimes d'un assassinat indirect ? »

FETE
de la
JEUNESSE
en
LUTTE

Jeunesse Communiste Marxiste Léniniste de France

DIMANCHE 30 AVRIL
de 15h à 22h
Chant de l'Hermiloge
LA VASTÉ, MARSEILLE Nord

Programme:
15h. Chant de l'Hermiloge
16h30. Fête
18h. Meeting
20h. Chant de l'Hermiloge
22h. Chant de l'Hermiloge

Réformes à la Giscard Rapports publics/administration

Mardi, l'Assemblée nationale a examiné une nouvelle réforme (avec un grand R) dans le plus pur style Giscard.

Cette nouvelle œuvre du régime porte pompeusement le nom de « Projet de loi sur l'amélioration des rapports publics/administration ». Le rapporteur du projet un député RPR de l'Indre, indique que le texte vise « au desserrement du carcan administratif » et se propose de simplifier les formalités et les procédures administratives.

Parmi ces simplifications, celles qui sont envisagées portent le code des impôts (un détail : le projet de loi ne réforme pas au point de supprimer les impôts). Nous continuerons à les payer. On a eu chaud. Avec Giscard on ne sait jamais.

D'autres portent sur le code du Travail, sur « l'amélioration » de certaines dispositions d'ordre fiscal et financier. Il prévoit le report d'incorporation des sursitaires du 31 octobre de l'année des 22 ans. Il faut noter aussi la prise en compte pour la retraite des pensionnés militaires des périodes d'activités dues à une maladie ou à une infirmité contractée durant le service militaire.

Au passage, on apprend que les employeurs devaient déclarer jusqu'à présent à la mairie ou aux services de l'emploi toute embauche de travailleurs immigrés.

On apprend aussi que des employeurs ont le droit de faire payer aux ouvriers ou employés de leur entreprise des amendes, oui des amendes, pour non-respect du règlement intérieur.

Mais tout cela sera désormais supprimé. Il est vrai qu'avec les mesures Stoléru et l'acharnement que met la police pour surveiller les travailleurs immigrés, les patrons n'ont plus besoin d'aller à la mairie déclarer qu'ils en embauchent.

Ce genre de réforme n'est imposé en général que pour permettre à cette administration de faire des économies. Tout l'art de Giscard consiste à vouloir nous convaincre que nous sommes les principaux bénéficiaires !

Au hasard, quelques articles pourront avoir un intérêt. Mais la portée de ce projet est plus que minime. Le pouvoir se garde de réformer sur les problèmes cruciaux : salaires, licenciement. Il est vrai qu'ils sont du domaine de la lutte de classe entre capitalistes et travailleurs.

La France de 68 (1)

Interview de Alain Delale et Gilles Ragache auteurs du livre: «La France de 68»

Ces deux auteurs appartiennent à la rédaction du «Peuple français». Ils ont écrit un ouvrage sur le mouvement de mai-juin 1968 qui a changé bien des choses en France. Cet ouvrage «La France de 68» est un outil de base pour tout ce qui concerne mai-juin 68.

Nous avons demandé une interview à A. Delale et G. Ragache dont nous publions aujourd'hui un extrait. Nous publierons demain la suite de cette interview.

Gilles Ragache — On a distingué quatre phases dans cette grève. Du 13 au 18 mai, c'est ce qu'on a appelé «la grève spontanée» qui touche quand même plus de 300 000 travailleurs, ce qui n'est pas négligeable. Ce sont eux qui ont donné l'élan. Cette première période concerne des usines où il y avait déjà des problèmes avant mai. La deuxième phase, c'est ce qu'on a appelé «la grève des pékinqueurs». C'est généralement de celle-là dont on se contente de parler en mai. C'est la grande grève générale, relativement calme, de par sa masse même, parce qu'elle décourage les contre-offensives.

Les incidents sont rares dans cette période qui va du 18 au 30 mai. Ensuite, il y a la période que l'on a appelé «la résistance». C'est la période qui va en gros du discours de De Gaulle du 30 mai jusqu'aux 11, 12, 15 juin. La plupart de ceux qui ont étudié cette période vont jusqu'à la reprise à Renault, et considère que c'est la fin. Nous au-delà même de Renault, nous avons distingué une quatrième période que nous avons appelée celle des «jusqu'au boutistes» qui représentent encore plusieurs centaines de milliers de travailleurs qui refusent de reprendre le

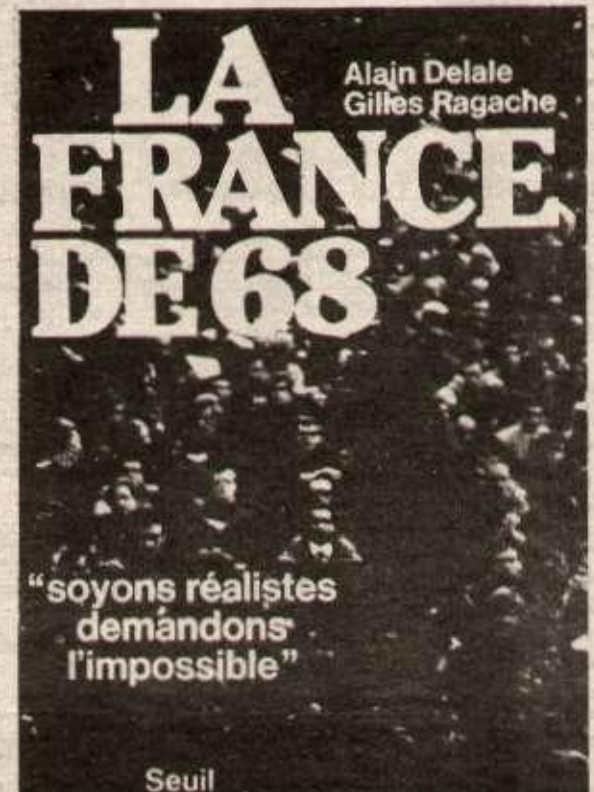
la moitié des salariés, non pas des ouvriers mais des salariés se croisent les bras. Neuf millions de grévistes cela ne doit pas se voir souvent même dans les très très grands pays.

De même qu'en Mai, on trouve des références régulières au passé, la Résistance, à la Commune, mais aussi à la première Révolution française par des mots d'ordre comme États-généraux, liberté, égalité, fraternité, chez les marins-pêcheurs. De même, dans la période actuelle, les références à Mai sont permanentes. Mai marque une rupture dans le sens où c'est un début. Un début de tout un mouvement d'idées et une prise de conscience qui est et reste toujours actuelle.

Par exemple, le type de lutte des LIP ne se trouve pas réellement en mai. Mais il y est en germe, par exemple, à la CSF à Brest. Mai a permis de préciser les idées qui seront mises en pratique plus tard. Maintenant, c'est une forme de lutte à laquelle les ouvriers recourent très souvent, en cas de fermeture de boîte. On peut situer le début de la période que nous vivons à Mai.

Il y a eu des luttes dures durant toute la IV^e République, mais il est vrai aussi que de 1962 à 1966 il y a un certain retour au calme très relatif et de peu de durée : 2 à 3 ans.

G. Ragache : La grève de mineurs de 1963, c'est un peu une parenthèse. Elle s'inscrit dans toute une période de plus long terme qui est calme socialement. En gros, de 1955 à 1966, sauf cette grève des mineurs qui est très dure, il n'y a rien d'ampleur importante même s'il y a des conflits. Les mots d'ordre y sont purement revendicatifs, il n'y a pas d'occupation, la grève est purement passive.



beaucoup plus de gens.

Dans le domaine social, Mai 68, c'est certainement une rupture fondamentale. Avant Mai, y compris chez les militants engagés politiquement il y a la conviction que ce qu'on appelait la zone des tempêtes était dans le tiers monde, que l'Europe occidentale ne peut être le lieu de luttes révolutionnaires à court terme.

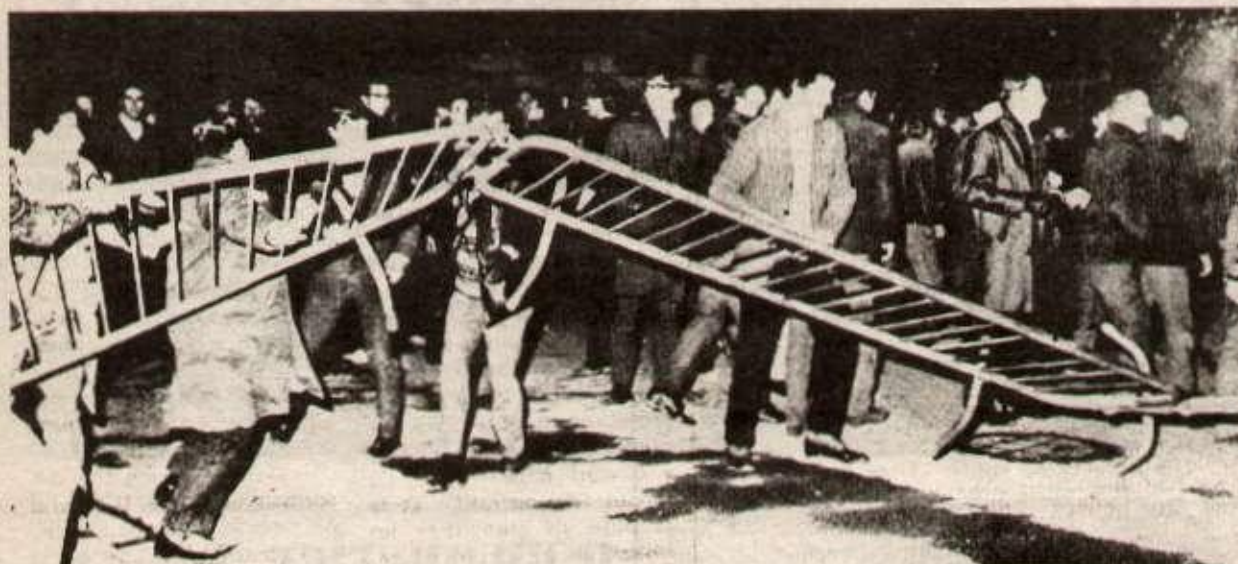
Après mai, il y a le mythe inverse. C'est la ligne de la Gauche prolétarienne, d'où le volontarisme, la volonté de pousser les luttes, de les attiser. Depuis 1968, on ne trouvera pas une seule année calme du point de vue social. Il y a eu les grèves-bouchons d'abord, puis les phénomènes du type Lip, à nouveau maintenant, des grèves sectorielles ou régionales dures, mais les luttes ouvrières ne se sont jamais arrêtées. Il n'y a pas eu d'accalmie réelle depuis 10 ans. C'est un phénomène très important.

La spécificité du mouvement en France, par rapport à d'autres pays où à la même époque, il y a eu aussi des mouvements de contestation, ce n'est pas le grand chambard de l'Odéon, ni les facultés occupées, mais c'est la grande grève ouvrière qui n'a pas eu lieu dans les autres pays industrialisés.

En France, le côté lutte de masse a toujours eu lieu dans la mesure où il y a eu une liaison qui s'est faite entre une avant-garde ouvrière et les étudiants, ce qui fait que le mouvement n'était pas exclusivement étudiant ou ouvrier.



«Après les élections de juin, dans certains endroits, la grève est poursuivie. A Nantes, les travailleurs refusent de capituler.»



Des luttes dures avaient prélué à l'éclatement de Mai-Juin 68. A Caen, le 20 janvier, la base juge insuffisant un mot d'ordre de grève d'une heure et demi à la Saviem. Le 23, 500 ouvriers font cesser le travail dans toute l'usine pour une augmentation des salaires principale. Durant la nuit, un piquet de grève est formé. On érige des barricades pour interdire les livraisons. Au matin du 25 janvier, il y a trois mille grévistes. Après un coup de force de la maîtrise, la nuit suivante, c'est le matin de la manifestation. La grève s'étend à d'autres usines. A 19 h 30, des très violents affrontements ont lieu avec la police qui charge très violemment. Les ouvriers sortent les barres de fer, lancent des boulons, des billes d'acier, et jusqu'à 5 h du matin, la bataille fait rage. On relève 200 blessés dont 36 policiers.

boulot «pour un plat de lentilles», comme ils l'ont si bien dit. Ça s'éternise comme ça jusqu'au 16 juillet à Bordeaux et dans les Ardennes.

Q — Mai apparaît comme une rupture par rapport à ce qui existait avant.

A. Delale : Mai 68 c'est d'abord la plus grande grève et sans contestation possible, dans l'histoire du mouvement ouvrier français.

G. Ragache : Et probablement, du mouvement ouvrier mondial, par l'ampleur qu'elle a eue. Plus de

Dès les premières grèves qui ont précédé Mai, par exemple en 1967 comme à la Rhodiaceta, on voit apparaître des mots d'ordre très durs sur les cadences, le mode de vie, sur le repos, sur les vacances,

mots d'ordre qui ne se généraliseront finalement qu'après Mai. Mais je pense que c'est un énorme coup d'accélérateur. Des revendications étaient en gestation en quelque sorte et l'explosion va permettre à ces revendications de s'épanouir. Au lieu d'être le fait d'une petite minorité, elle vont être reprises par

MANIFESTATION DES OUVRIERS DES CONSERVES DU SUD-FINISTÈRE

Les ouvriers et les ouvrières des conserveries du Sud-Finistère, 500 environ selon les organisateurs, ont manifesté sans incident, mardi après-midi, à Quimper (Finistère) pour appuyer une demande d'augmentation de salaires (SMIC à 2 400 F et 1 000 F de prime de vacances) et une amélioration des conditions de travail. Une délégation a été reçue à la préfecture.

GREVE DES SAPEURS POMPIERS DE BOURGES

La majorité des 49 sapeurs-pompiers de Bourges sont en grève. Mardi, à l'appel de la CGT, afin de protester contre le manque d'effectifs et de matériel. Des pétitions doivent être distribuées. Les urgences sont assurées.

MIRAMAS

LA GREVE DES CHEMINOTS CONTINUE

Mardi, dans la matinée, alors qu'une délégation demandait à être reçue par le chef de gare, les cheminots montraient leur combativité en scandant devant son bureau : « Nous voulons, nous aurons satisfaction ».

Cependant, à l'assemblée générale de l'après-midi, les dirigeants CGT faisaient des propositions défaitistes, proposaient même la reprise. Les propositions de la CFDT visant à durcir le mouvement — occupation des locaux et des voies, séquestration des chefs — n'ont pas été retenues.

Cependant, la grande majorité (77 %) s'est prononcée pour la continuation du mouvement. Les prochains jours vont être déterminants.

MARSEILLE

LE POINT SUR LA GREVE DE LA TIMONE

La Timone est un hôpital de Marseille. Mardi matin, les travailleurs en étaient à leur 13e jour de grève. La direction multiplie les intimidations et les provocations et va même jusqu'à interdire l'accès des locaux à certains services (ceux notamment qui occupent un point stratégique dans la grève). Pour la direction, la situation est simple. Il faut mettre fin, par tous les moyens, à l'hémorragie financière que constitue la non-comptabilisation des entrées et la grève administrative de certains services.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous ne savons pas quelle sera l'issue de la lutte. En effet, mercredi, doit avoir lieu une assemblée générale importante. Des sections syndicales doivent apporter leur soutien.

Mais les dirigeants CGT en particulier manœuvrent habilement pour tenter de briser le mouvement. Ils préconisent de s'en remettre notamment au soutien des « zélus » du PCF. Chacun a conscience que la grève est à un tournant.

AFRIQUE AUSTRALE : LA RÉPRESSION AU QUOTIDIEN

En Afrique du Sud, cent-vingt lycéens noirs ont été arrêtés par la police à la suite d'une émeute dans un bantoustan. Les revendications des lycéens portaient sur les conditions de vie : les châtiments corporels dont ils sont victimes, l'obligation de porter l'uniforme, le nombre d'heures de cours, etc. Sans doute, des raisons plus profondes ont provoqué cet accès de colère, mais, seules, les informations de la police nous parviennent.

En Rhodésie, plus d'une centaine d'étudiants noirs ont été arrêtés alors qu'ils manifestaient dans le centre de Salisbury pour protester contre l'accord interne signé le 3 mars entre le Premier ministre raciste, Ian Smith, et trois Noirs qui ont trahi la cause du peuple du Zimbabwe (nom africain de la Rhodésie).

Les manifestants apportaient leur soutien au Front patriotique qui poursuit la lutte armée pour en finir définitivement avec ce régime raciste.

En Namibie, trois membres dirigeants de la SWAPO ont été arrêtés par l'Administration de l'Afrique du Sud qui occupe le territoire namibien. Ces arrestations sont celles du secrétaire aux Affaires étrangères du mouvement, du secrétaire du Travail et du secrétaire aux Transports. Elles font suite aux mesures d'urgence décrétées par le gouvernement raciste d'Afrique du Sud qui ont déjà sévi contre ce mouvement de libération nationale depuis la semaine dernière.

Explosion de Clerieux

Du sursis pour les patrons la mort pour les ouvriers

Les responsables de deux explosions qui avaient fait sept morts et onze blessés à la Cartoucherie de Clerieux (Drôme), le 14 janvier 1975 et le 15 avril 1976, ont été condamnés, mardi, à un an de prison avec sursis et 30 000 F d'amende par le tribunal correctionnel de Valence.

Il s'agit de M. Jacques Bumiller, 79 ans, PDG jusqu'à l'an dernier de la Manufacture générale de munitions (MGM - Groupe Gevelot), et de M. Marius Deplaud, 65 ans, directeur technique qui, tous deux, sont reconnus coupables d'homicides et blessures « involontaires » et de plusieurs infractions au code du Travail.

L'adjoint de M. Deplaud, M. Jean-Louis Roblin, responsable de la sécurité, a été condamné à trois mois de prison avec sursis et 6 000 F d'amende pour homicides « involontaires ».

Enfin, seules des infractions à la législation du

Travail ont été retenues à l'encontre du chef de fabrication de l'usine de Clerieux, M. Gérard Humbert, condamné à une amende de 3 000 F.

D'autres explosions qui s'étaient produites dans l'usine de Clerieux ou dans celle de Valence avaient mis en cause un produit explosif d'une extrême sensibilité, le tricinat de plomb : un peigne passé dans les cheveux peut déclencher une décharge électro-statique suffisante pour l'enflammer.

Le PDG a été reconnu entièrement coupable de la mauvaise conception et de l'inadaptation du bâtiment, ce qui a aggravé le nombre des victimes, tandis que les parois verticales trop lourdes ont écrasé les charges de tricinat.

Malgré cela, la vie des travailleurs, surtout lorsqu'il s'agit de femmes, ne pèse pas lourd pour les capitalistes. Un jugement hon- teux de plus.



S'adresser aux travailleurs du PCF

(Suite de la page 1)

Il est nécessaire de combattre avec fermeté le poison du révisionnisme et du réformisme. Le 22e congrès marquait une étape supplémentaire dans le reniement définitif de tout point de vue de classe prolétarien. Votre position par rapport à la ligne politique et à la stratégie du PCF, développée depuis 20 ans par ses dirigeants, est de démontrer que cela ne peut que déboucher sur des échecs. Ce qui s'est passé le 19 mars n'est qu'une manifestation de cette faillite.

Les dirigeants du PCF ont fait des choix ; nous, nous faisons les nôtres :

- L'unité de la classe ouvrière et non l'alliance sans principe avec la social-démocratie ;
- La lutte classe contre classe et non tout miser sur les élections (l'électorisme) ;

En faisant ces choix, les dirigeants du PCF sont responsables de la démobilité actuelle d'un grand nombre de travailleurs. Dans une telle situation, position de repli de la classe ouvrière, le grand patronat en profite pour accentuer ses mesures anti-populaires, tout en ronronnant sur la « concertation ».

Sans négliger l'alliance nécessaire avec les petits paysans, les employés... le 3e congrès du PCMLF réaffirmait le rôle dirigeant de la classe ouvrière. D'où l'importance de se lier toujours plus étroitement à elle.

Travailler à son unité anti-capitaliste, pour qu'elle refuse et s'oppose massivement aux fausses solutions des partis de gauche, est étroitement lié à son organisation.

La classe ouvrière a besoin de son parti : un parti de combat dont la ligne fondamentale parte bien de ses intérêts de classe. Elle ne peut rien attendre de bon d'un parti de négociations, où ses intérêts sont assimilés à ceux de la bourgeoisie. Elle a besoin aussi de la théorie : du marxisme-léninisme et de la pensée-maoïstique, pour répondre à ses interrogations politiques. Et ce parti doit être effectivement avant tout celui des ouvriers. Ouvriers du PCF prenez-y place !

Claude LEBRUN

HARLAN COUNTY USA
Au CINÉMA CAMEO
Rue de la Commanderie - 54000 Nancy

Du mercredi 26 avril 1978
Au lundi 1er mai 1978 à 21 h

Dimanche 30 avril 1978
lundi 1er mai 1978 à 15 h

Délégation de l'« Humanité rouge » reçue en Chine.

Keng Piao, membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, a rencontré, cet après-midi, la délégation de l'« Humanité rouge » des communistes marxistes-léninistes de France, dirigée par Georges Afanassiev. Il a eu une conversation cordiale et amicale avec les camarades français.

Étaient présents à l'entrevue Hou Tsi-wei, rédacteur en chef du « Renmin Ribao », ainsi que Tang Hai et An Wen-yi, responsables des départements intéressés.

Appel d'un ouvrier soviétique

Valentin Ivanov, un dissident soviétique qui a quitté l'URSS au mois d'août l'an dernier a lancé un appel lors d'une conférence de presse à New-York à Andreï Sakharov afin d'unir les efforts des intellectuels dissidents à ceux des travailleurs qui essayent de constituer des syndicats indépendants.

Ivanov, électricien de progression, a insisté sur le caractère néfaste du manque de coordination entre la classe ouvrière et les intellectuels soviétiques, assurant que « cinq académiciens ne peuvent pas changer seuls l'URSS ». Il a rappelé également les efforts de l'ouvrier Klébanov, cet ouvrier qui a essayé depuis le mois de janvier avec 200 personnes de constituer, malgré la répression du KGB, des syndicats indépendants.

Ivanov, quant à lui, a déjà passé plus de trois ans en camp de travail et 38 jours en hôpital psychiatrique. Après cette conférence de presse à New-York, il a l'intention d'aller en Italie au mois de mai pour s'adresser aux ouvriers des usines Fiat de Turin.